

**Après le raz-de-marée du 06
octobre on continue !**

Le gouvernement doit répondre aux revendications

Cette journée du mardi 6 octobre a été une grande journée de mobilisation dans tout le pays, et particulièrement en Seine-Saint-Denis. Partout, lycéen·nes, collégien·nes, parents, enseignant·es et soutiens étaient présent·es dès le petit matin pour se rassembler devant les établissements. La colère de la jeunesse est légitime et nous la partageons.

La grève a été massive. Les taux de grévistes parmi les personnels d'éducation ont atteint, à certains endroits, des niveaux proches de 100 %, et on décompte même des grévistes dans les écoles primaires. La solidarité s'élargit : d'autres secteurs, comme la culture, le rail, l'aérien et les finances publiques, se sont joints au mouvement pour soutenir la jeunesse. De nombreux parents ont également décidé d'user de leur droit de grève pour rejoindre la journée. L'auto-organisation se poursuit avec la tenue de nombreuses assemblées générales d'élèves et de personnels, notamment à Aubervilliers, La Courneuve, Aulnay-sous-Bois ou Montreuil.

Pourtant, l'État n'a toujours pas modifié sa doctrine de maintien de l'ordre. Sa seule réponse à la contestation lycéenne reste de la bâillonner et de l'écraser dans une violence absolue. Des arrestations étaient à déplorer dès 8 heures du matin au Bourget et à Noisy-le-Grand. Dans cette même ville, des images effrayantes d'un jeune homme en train de convulser circulent, après que la police l'aurait gazé à même le visage. À Aubervilliers, c'est vers 10 heures que trois arrestations ont eu lieu, et le commissaire n'a pas hésité à agresser verbalement les parents d'élèves présents, qui demandaient simplement des explications et du calme aux forces de l'ordre.

Ce déchaînement de violence est glaçant et exprime une haine systémique de la jeunesse des quartiers populaires. Le pire n'a pu être évité que parce que des parents, des syndicalistes, des élu·es et des habitant·es se sont déployé·es sur le territoire pour soutenir et protéger les jeunes.

En milieu de journée, le ministre Lecornu a annoncé la banalisation des cours afin de déployer un temps de « démocratie interne » dans les lycées. Mais cette démocratie, les lycéen·nes ne l'ont pas attendue pour la mettre en œuvre ! Lecornu et son ministre de l'Intérieur, Nunez, doivent démissionner : ils sont aujourd'hui responsables d'arrestations abusives et de violences inacceptables.

- La répression doit cesser immédiatement ! Il n'est pas le moment d'appeler au calme, mais, au contraire, de soutenir la mobilisation actuelle et de préparer la nouvelle journée de mobilisation qui nous attend prochainement.

Nous exigeons :

- L'arrêt immédiat de toutes les poursuites judiciaires et administratives à l'encontre des lycéen·nes.
- Des moyens permanents pour l'éducation face aux conditions catastrophiques.
- La démission du ministre de l'Éducation nationale, huitième ministre d'une longue série, dernier représentant de politiques responsables de la fragilisation de l'école publique. Par les coupes budgétaires et les choix politiques successifs, il est responsable de la mise en place d'une violence systémique au sein de l'Éducation nationale, qui se répercute directement sur les lycéen·nes et les personnels.

Union départementale Solidaires 93 / SUD éducation 93

À Bobigny, le 6 octobre 2026